
GROUPE RRDP

Radical, Républicain, Démocrate et Progressiste

Le Président

Roger-Gérard SCHWARTZENBERG

Ancien Ministre

Député du Val de Marne

Le 15 juillet 2015

DÉBAT SUR LA GRÈCE

INTERVENTION DE ROGER-GÉRARD SCHWARTZENBERG

PRÉSIDENT DU GROUPE RADICAL (RRDP)

ASSEMBLÉE NATIONALE, 15 JUILLET 2015

Monsieur le Premier ministre,

Il est très positif d'organiser ce débat et ce vote.

Même s'il aurait été peut-être préférable qu'ils interviennent après le vote du Parlement grec qui aura lieu ce soir, afin que nous soyons davantage éclairés sur la position finale d'Athènes.

Le soutien de la France

Le maintien de la Grèce dans la zone euro n'aurait pas été possible sans le soutien de la France. Sans l'action déterminée et volontaire du Président Hollande, qui a su convaincre, concilier, fédérer. Avec, à la fois, discrétion et ténacité. Face à certains partenaires qui prônaient la sortie – ou plutôt l'expulsion – de la Grèce de la zone euro. Au nom du dogmatisme libéral et de l'orthodoxie budgétaire.

Ces États – Allemagne en tête – accablaient de reproches Alexis Tsipras, accusé de tous les maux de la Grèce. Alors qu'il la dirige depuis seulement cinq mois. Alors que l'échec économique et financier est donc imputable non à lui-même, mais à ses prédécesseurs. C'est-à-dire aux dirigeants des partis traditionnels.

En effet, certains ministres de l'Eurogroupe stigmatisent la Grèce et ses difficultés, comme si celles-ci avaient commencé avec le leader du parti de gauche Syriza, alors que celui-ci n'est au pouvoir que depuis février dernier.

Les deux plans d'aide obtenus auparavant, en 2010 et en 2012, ont échoué du fait de la gestion des chefs de gouvernement précédents, hiérarques du système politique classique.

Par ailleurs, certains dirigeants allemands manquent de mémoire. Sinon, ils se rappelleraient que leur pays a bénéficié en 1953 – huit ans seulement après la guerre – d'une très forte réduction de sa dette.

Réduction qu'ils refusent aujourd'hui à la Grèce, avec une certaine arrogance.

Alors, faudrait-il rappeler la phrase de Platon : « *Donne et tu recevras.* » ?

L'attitude de Mme Merkel

Pour sa part, Mme Merkel a souvent changé d'avis pendant cette crise. Avec une certaine capacité d'évolution.

Celle-là même qui, dans son parcours personnel, l'a vu passer des Jeunesses communistes de la RDA, pendant son cursus universitaire, à la CDU en 1990, quelques mois après la chute du Mur, et devenir alors députée chrétienne-démocrate.

Surtout, son ministre des Finances, l'inflexible Wolfgang Schäuble, a incarné un intégrisme, un fondamentalisme libéral, qui l'a vu réclamer un « Grexit » temporaire. C'est-à-dire la sortie de la Grèce de la zone euro pour au moins cinq ans.

L'Allemagne, il est vrai, a des élections fédérales dans deux ans. Et ses dirigeants le savent bien : les électeurs allemands sont particulièrement attachés à une monnaie forte – comme l'était le mark – et particulièrement rétifs à une aide financière aux pays qui n'agissent pas en ce sens.

Alors, électoralisme oblige.

Alexis Tsipras

Cela dit, du côté grec, les dimanches se suivent et ne se ressemblent pas. Le dimanche 5 juillet, M. Tsipras exhorte les Grecs à refuser l'accord envisagé par leurs créanciers. Et, une semaine après, le dimanche 12 juillet, il accepte un accord encore plus rigoureux. Tout en ajoutant, hier soir, qu'« il n'y croit pas ».

Décidément, plusieurs pays n'ont pas un respect incommensurable pour le référendum en matière européenne et se jugent peu liés par ses résultats.

C'est vrai du référendum grec du 5 juillet. 61 % de « non » et le gouvernement dit « oui », une semaine après, à l'accord qu'il dénonçait auparavant.

C'est vrai aussi du référendum français du 29 mai 2005. 55 % des votants rejettent le Traité constitutionnel européen. Pourtant, son contenu sera adopté par l'Exécutif et le Parlement en 2008 sous la forme du Traité de Lisbonne, sans nouvelle consultation populaire.

Bref, l'Europe semble compter plus que la démocratie nationale et l'emporter sur la souveraineté populaire.

Des mesures draconiennes

Depuis le plan d'aide de 2010, les Grecs subissent une cure interminable d'austérité et supportent de nombreux sacrifices : baisse de

25 % des salaires, réduction du salaire minimum, difficulté d'accéder aux soins, explosion du taux de pauvreté.

L'accord des 12-13 juillet comporte des mesures draconiennes pour la Grèce, astreinte à de nouvelles mesures d'austérité, alors qu'elle est déjà plongée dans la crise. Évoquant ces nouvelles contraintes imposées à Athènes, le magazine Der Spiegel a même écrit : « C'est le catalogue des horreurs. »

Augmentation de la TVA, en particulier dans le secteur touristique, dont vit principalement la Grèce. Réforme du système des retraites. Âge du départ à la retraite relevé à 67 ans.

Amplification des privatisations, prévues depuis 2011. Athènes va devoir mettre en place un Fonds de privatisation des actifs publics à hauteur de 50 milliards d'euros. Depuis 2011, plusieurs biens publics ont déjà été privatisés, dont l'ancien aéroport d'Athènes, Hellenikon, et 14 aéroports régionaux en novembre 2014. De plus, les Chinois veulent acquérir le port du Pirée.

Non seulement ces conditions sont draconiennes, drastiques, quant au fond, mais encore elles le sont aussi dans la forme.

Le 12 juillet, on donne seulement trois jours à Athènes pour faire voter par son Parlement une première série d'actions jugées prioritaires (régime de la TVA, réforme des retraites, etc.). La Grèce doit s'élancer au coup de sifflet et aller au pas de course. Dans un calendrier parlementaire dicté par d'autres.

Mise sous tutelle

Alors, quel est le bilan final ? Certes – et c'est sans doute l'essentiel –, la Grèce n'est pas évincée de la zone euro, comme certains États le voulaient. Elle obtient un nouveau plan d'aide de 85 milliards d'euros, ainsi qu'une probable renégociation de sa dette. C'est pourquoi nous voterons votre déclaration.

Mais cette Nation est mise sous tutelle et perd son autonomie. Ce concept issu du mot grec « autonomia », qui désigne la capacité de se régir par ses propres lois.

En effet, le texte du 13 juillet dispose : « Le Gouvernement doit consulter les institutions – c'est-à-dire la Commission européenne, la BCE et le FMI – et convenir avec elles de tout projet législatif ... avant de le soumettre à la consultation publique ou au Parlement. »

Bref, la Grèce perd une partie de sa souveraineté. Elle est presque transformée en État vassal. En protectorat, soumis à un contrôle extérieur et assujetti aux diktats de ses créanciers.

Deux conceptions de l'Europe

Au fond, il existe deux conceptions de l'Europe.

Une conception qui l'a emporté dans les premiers temps. Celle d'une Europe solidaire et humaniste, dont les États membres

se soutiennent et ont pour objectif leur progrès commun. C'est l'Europe des Pères fondateurs. C'est aussi celle de Delors ou de Prodi.

La seconde conception, plus récente, c'est celle d'une Europe marchande, financière et bancaire, qui n'a plus guère de projet collectif et qui se soucie peu de ses États membres s'ils sont en difficulté.

La crise grecque a vu la montée de cette seconde Europe. Au lieu d'être solidaire des Grecs, on les accable de mesures d'austérité et l'on aggrave la pauvreté.

Désormais, la justice est supplantée par la monnaie et par l'orthodoxie budgétaire. Comme si l'Europe était devenue la reproduction de la Cour des comptes. Perspective technocratique peu attractive.

Cette dualité de conceptions est d'autant plus préoccupante qu'elle coïncide avec une fracture géographique Nord-Sud.

La France, l'Italie, Chypre défendent le maintien de la Grèce dans la zone euro. En revanche, l'Allemagne, la Finlande, les Pays-Bas, les pays baltes soutiennent une ligne dure envers Athènes.

L'Europe doit se ressaisir

L'Europe doit se ressaisir et se retrouver. Sous peine de se transformer profondément, de se métamorphoser en zone sans vraie croissance ni emploi durable. Sans progrès ni espoir. Et donc sans confiance des peuples européens.

L'Europe doit redevenir elle-même. Elle doit renaître. Le temps est venu de ce qu'on pourrait appeler une « Renaissance européenne ». Une renaissance qui ramènerait ce continent à ses origines, à ses racines. Lorsque l'Europe était une civilisation et pas seulement un marché. Une culture et pas seulement une monnaie. Une espérance et pas seulement une résignation.

À cela, la Grèce, avec sa civilisation plurimillénaire, peut nous aider. Surtout si l'on pense comme Marguerite Yourcenar, qui faisait ce constat dans "Les Mémoires d'Hadrien" : « *Tout ce que les hommes ont dit de mieux a été dit en grec.* »